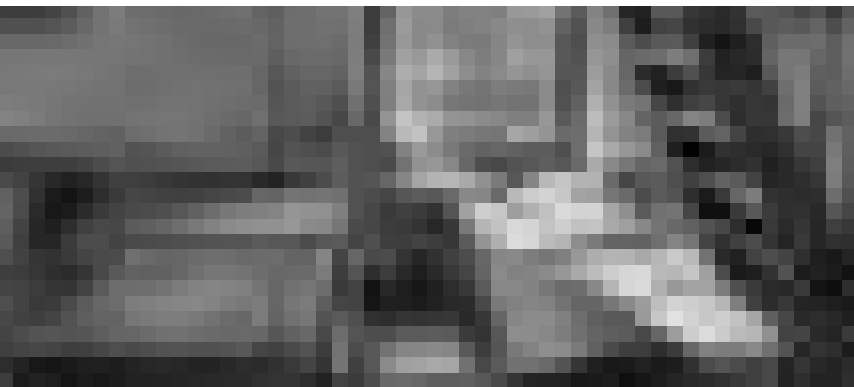


NEWS



EDUCATION

Machine arrière

Luc Caregari

Reprenant des critiques déjà formulées à l'encontre de la réforme scolaire, l'ADR veut en faire un tremplin pour ses revendications souvent paradoxales et parfois douteuses.

Mener une réforme scolaire dans un système qui se complaît tellement dans son immobilisme qu'il n'en a plus fait depuis 1912, est certes un exploit. Mady Delvaux-Steres, la ministre socialiste de l'éducation pouvait bien se douter qu'elle ne ferait pas que des satisfaits. Car la réforme de l'enseignement primaire - en vigueur depuis un an - nécessite bien des retouches. Comme l'a formulé le Syndikat Erziehung a Wissenschaft (SEW) affilié à l'OGBL, la bureaucratisation du travail des enseignant-e-s et la réunionnisme aigue qui frappe le milieu font que nombre de professionnel-le-s vivent la réforme comme un enfer. En gros, elle serait beaucoup trop théorique et en bien des points presque inapplicable sur le terrain.

Et leurs plaintes sont une bonne occasion pour l'ADR de rebondir sur la grogne des enseignant-e-s. « L'acquisition du savoir est remis à l'arrière-plan », martelait leur député Fernand Kartheiser, désormais en charge du dossier et membre de la commission parlementaire de l'éducation, lors de la conférence de presse de mardi dernier. Non seulement que l'apprentissage par socles de compétences serait impropre à renforcer la « dimension morale et intellectuelle » de l'enseignement, mais le fait que les enfants ne seraient que testés sur leurs compétences - en opposition au savoir acquis - ferait aussi le jeu du patronat. Car cette façon d'enseigner serait en fin de compte « utilitariste ». Ce qui n'a pas empêché Kartheiser de se contredire un peu plus tard en louant l'enseignement à l'ancienne, qui comportait encore un système d'évaluation avec des

points. Selon lui, le nouveau système ne préparerait plus à la vie active et les générations suivantes, si elles continueraient à être cajolées selon leurs compétences, éprouveraient beaucoup plus de difficultés à intégrer efficacement le marché du travail. Mais on n'est pas à un détail près, surtout avec l'ADR.

Ce qui a frappé surtout au cours de ladite conférence de presse était l'essai de Fernand Kartheiser de bien se positionner sur sa ligne national-conservatrice. Ainsi, il n'a pas manqué de fustiger les nouveaux manuels scolaires, parce qu'ils ne contiendraient plus « le rythme des saisons, ainsi que toutes les traditions et rites qui devraient aider l'enfant à s'intégrer ». Mais c'est surtout le côté populiste de ses idées qui a de quoi inquiéter : faisant le lien entre politique d'éducation et politique familiale, il en a profité au passage pour diaboliser la double nationalité qui fait selon lui que l'époque « où chaque Luxembourgeois parlait luxembourgeois » appartiendrait au passé et de regretter l'existence des classes d'accueil - qui pourtant n'étaient souvent que des parkings pour cas désespérés.

Finalement, l'ADR voudrait bien revenir sur la réforme et en détruire la majeure partie - ce qui ne sied tout de même pas trop à un parti qui se veut réformiste. En alternative, il ressort quelques revendications de ses tiroirs, comme celle - déjà établie par les Verts - de nommer un directeur par école primaire, ce qui donnerait plus d'autonomie aux établissements. Ou encore d'introduire un règlement disciplinaire dans la loi, une chose qui ferait cruellement défaut.

En somme, l'ADR rejoue parfaitement son rôle de girouette politique, qui ne frappe pas là où ça fait mal, mais se tourne en fonction des cris de plainte des un-e-s et des autres. Quitte à tourner en rond.

SHORT NEWS

Fourbir les armes

Le nouveau bilan des systèmes d'éducation des pays de l'OCDE vient de paraître. Les données concernant le Luxembourg ne diffèrent pas vraiment des années précédentes, à savoir que l'enseignement des langues occupe beaucoup plus de temps que dans d'autres pays et que la durée des études primaires et secondaires est plus longue. L'étude confirme également que le coût de l'enseignement est des plus élevés (13.985 dollars pour une moyenne dans l'OCDE de 6.741). Toutefois, mis en relation avec les PIB respectifs des différents pays ces coûts sont fortement relativisés et les relégués sous la moyenne. Ainsi, le coût annuel moyen de l'enseignement primaire ne représente que 17 % du PIB par habitant (contre 20 % pour l'OCDE) et 22 % pour l'enseignement secondaire (contre 24 %). Et l'on apprend également que, mis en relation avec le PIB, les dépenses du Luxembourg consacrées à l'enseignement sont moins élevées qu'en France ou en Belgique. Reste que l'orientation générale du rapport, comme tout ce que produit cet organisme néolibéral, doit être lu avec précaution. Car la finalité des analyses est toujours la même : améliorer l'enseignement dans une optique concurrentielle entre les Etats. Loin de l'idéal de solidarité que l'école devrait véhiculer.

Les retraites restent minées

Et pas seulement elles, à ce qu'il paraît. Alors que la question parlementaire posée par Déi Lénk sur la présence de firmes produisant des bombes à sous-munitions (basm) dans les comptes du Fonds de compensation (FDC) - qui spéculé avec l'argent de nos retraites - a provoqué quelques remous dans la classe politique et syndicale (voir woxx 1074), c'est aux banques qu'il faudra s'en prendre prochainement. Comme le financement - en connaissance de cause - de firmes produisant des basm est illégal, l'Etat luxembourgeois devra remettre en cause son entrée dans le capital de la BNP-Paribas. Car cette banque apparaît aussi dans le fameux listing du Netwerk Vlanderen qui recense les financiers des basm. Ainsi, elle a parmi sa clientèle deux firmes déjà incriminées dans le dossier du FDC : Lockheed Martin et Textron. On se réjouit déjà à la seule pensée d'un Jean-Claude Juncker ou d'un Luc Frieden appelant le pdg de BNP-Paribas pour l'implorer de se débarrasser de ces clients légèrement incompatibles avec la législation grand-ducale.

„Cattenom non Merci“ am 18. September

„Es ist genug! Wir wollen nicht länger mit einer tickenden Zeitbombe leben. Atomkraft ist ersetzbar. Und dafür wollen wir ein klares Signal setzen“ - so der Aufruf einer überregionalen Anti-Cattenom-Initiative, die für Samstag, den 18. September zu Demo und Kulturprogramm ins Dreiländereck einlädt. Treffpunkt ist um 15 Uhr an der Schengener Brücke bei Perl. Das Atomkraftwerk Cattenom kommt in die Jahre. Kurz nach der Tschernobyl-Katastrophe und gegen den Widerstand aus der Bevölkerung wurde 1986 der erste von vier Meilern in Betrieb genommen. Ein Ende der Laufzeit ist nicht in Sicht. Nach Ansicht der Veranstalter stehen die Alarmsignale am alternden Atomkraftwerk Cattenom auf Sturm. So ließen sich am 13. März in Block 4 zwei Steuerstäbe nicht vollständig in den Reaktorkern einführen. Am 17. März musste eine Schnellabschaltung des Reaktorblocks 2 nach Unregelmäßigkeiten beim Betrieb der Turbine eingeleitet werden. Einen Tag später: Schnellabschaltung des Reaktorblocks 1 nach Ausfall eines Messpunkts zur Überwachung des Neutronenflusses im Reaktorkern. Am 5. April kommt es zur Abschaltung des Reaktorblocks 2 nach einem Wassereintritt im Maschinenraum infolge fehlerhafter Wartungsarbeiten, drei Tage später wird ein Elektroinstallateur bei Kabelarbeiten radioaktiv verseucht. 6. Mai: Abschaltung des Reaktorblocks 3 nach Wasserstoffaustritt am Kühlsystem des Stromgenerators. Am 20. Juli schaltet Reaktorblock 3 automatisch ab, nachdem die Stromversorgung eines Absperrventils am Sekundärkreislauf ausfiel und überschüssiger Dampf nicht abgeführt werden konnte.